

# TTIP

## « Démonstration par l'absurde »

« On peut toujours réfléchir à d'autres améliorations. Mais je vous confirme être satisfait de la transparence accrue que j'ai pu obtenir pour le TTIP. Ces mesures me paraissent tout à fait répondre aux besoins de notre débat démocratique », a répondu hier le ministre en charge des Affaires étrangères, interrogé en Commission sur les conditions d'accès très restrictives à certains documents des négociateurs du traité transatlantique.

« Monsieur Reynders trouve que les conditions d'accès semblent normales. Que si on n'avait pas accepté ces conditions très strictes, les États-Unis n'auraient pas autorisé l'accès aux documents qui décrivent leurs positions. Ce qui pour moi augure d'un sérieux problème. Le TTIP n'est pas encore signé et déjà l'Europe se soumet à des positions non démocratiques imposées par les USA. C'est un mauvais signe », estime le député belge Marco Van Hees qui avait soulevé la question. « Pour un traité qui va toucher 850 millions de personnes

dans leur quotidien, ce serait normal qu'on soit au courant de ce qui va être négocié. »

Or, explique le député PTB qui a eu l'occasion de pénétrer dans la « chambre de lecture » où sont accessibles les documents autorisés, la consultation est « mission impossible ». « Il y a entre 3 et 400 pages, en anglais, technique, pas d'accès internet et un tas de matières différentes pour lesquelles il faudrait à chaque fois un expert. Combien de fois faudrait-il s'y rendre pour tout lire ? », demande-t-il.

Une frustration que partageait hier la députée PS Gwenaëlle Grovonius qui, comme M. Miller (MR), avait profité de l'occasion pour consulter les documents mardi. La demande de cette dernière pour obtenir d'autres créneaux horaires et une procédure d'accès plus souple n'a, semble-t-il, pas été mieux entendue que celle de M. Van Hees.

« Monsieur Reynders a souligné qu'une seule députée avait, en un mois, consulté les documents. Mais ce manque d'intérêt démontre par l'ab-

surde que les conditions mises sont dissuasives », conclut le député.

Quelques autres députés, dont l'écolo Benoît Hellings, ont bien pris rendez-vous pour avoir accès dans les prochains jours à ces documents qui resteront « consultables » jusqu'à la fin des négociations. Peu de chance que leur sentiment sur la « transparence » des négociations du traité soit très différent. ■

J.-C.H.